

BENOIT XVI POUR L'ECONOMIE DE MARCHE

Article publié dans Le cri du contribuable, N° 76 du 25 juillet 2009

On a beaucoup fantasmé avant la parution de l'encyclique sociale de Benoit XVI, le 7 juillet, « Caritas in veritate » : pour certains, le pape allait donner raison à Marx et publier un manifeste contre le capitalisme. Certes, le texte du pape comprend des critiques contre les comportements immoraux, mais la propriété, le marché, la mondialisation, le profit sont toujours là. Si le pape appelle à une révolution, elle est intérieure, celle du cœur : l'économie de marché ne peut fonctionner sans morale, Adam Smith l'avait déjà compris. De cette encyclique on peut retenir quelques éléments pour « le cri du contribuable » :

-une réflexion sur le rôle de l'entrepreneur (§41), qui n'est pas seulement « privé de type capitaliste ». En un sens, nous devons tous être des entrepreneurs, car tout travailleur est créateur, et au moins avoir une mentalité d'entrepreneur comme si chacun travaillait « à son compte »

-une critique des fausses conceptions de l'éthique et de la responsabilité sociale de l'entreprise (§45), avec « un certain abus de l'adjectif éthique » ; l'éthique est quelque chose de plus profond que quelques arguments marketing et engage toute la personne en reconnaissant la dignité inviolable de l'homme et la valeur des normes morales naturelles

-une critique du protectionnisme, (§33) car la pauvreté a parmi ses causes « les tarifs douaniers élevés imposés par les pays économiquement développés et qui empêchent encore aujourd'hui les produits provenant des pays pauvres d'entrer sur leurs marchés ». « La mondialisation sera ce que les personnes en feront » (§ 42) mais « s'y opposer aveuglement serait une attitude erronée, préconçue, qui finirait par ignorer un processus porteur d'aspects positifs, avec le risque de perdre une grande occasion de saisir les multiples opportunités de développement qu'elle offre ».

-une proposition intéressante, ce que Benoît XVI appelle « la subsidiarité fiscale » (§ 60) « qui permettrait aux citoyens de décider de la destination d'une part de leurs impôts versés à l'Etat ». Le pape pense d'abord à « des formes de solidarité sociale à partir des citoyens eux-mêmes », comme l'aide au développement, mais l'idée pourrait être approfondie et elle est riche d'opportunités et de libertés.

- le marché « institution économique qui permet aux personnes de se rencontrer, en tant qu'agents économiques, utilisant le contrat pour régler leurs relations et échangeant des biens et des services fongibles entre eux pour satisfaire leurs besoins et leurs désirs ». Certes, il n'y a pas de marché sans justice, sans éthique, et « sans formes internes de solidarité et de confiance réciproque, le marché ne peut pleinement remplir son rôle économique. Aujourd'hui, c'est cette confiance qui fait défaut » (§35) comme l'a montré la crise.

N'attendons pas d'un pape des recettes techniques ; il vient rappeler qu'il n'y a pas d'économie sans éthique, car en dernier ressort, ce n'est pas le système qui est moral, c'est l'homme. « Le développement intégral suppose la liberté responsable de la personne » (§17). La crise n'est-elle pas d'abord morale, parce que nous avons oublié qu'il n'y a pas d'économie sans une éthique de la liberté responsable ?

Jean-Yves NAUDET

Professeur à l'Université Paul Cézanne (Aix-Marseille III) et Président de l'AEC

Suivi d'un encart de présentation de l'AEC

